



SOCIÉTÉ

Déjà des classes fermées

Au moins dix écoles et collèges, selon notre décompte, ne peuvent déjà plus fonctionner normalement en raison de cas suspects ou confirmés de Covid-19. Une liste amenée à s'allonger.

PAR NICOLAS BERROD (AVEC C.H.B.)

CE SONT LES PREMIÈRES

« exceptions » auxquelles Jean-Michel Blanquer disait se tenir prêt. Toutes les écoles devaient rouvrir, mais... « si la situation s'aggravait sur un territoire, nous pourrions déclencher une formule hybride pour certains établissements, voire très localement des fermetures de classes ou d'établissements. Dans les deux hypothèses, nous sommes prêts », assurait le ministre de l'Éducation nationale dans nos colonnes le 26 août.

De fait, deux jours après le retour des cartables sous les préaux, la litanie commence. Selon notre décompte, au moins dix écoles et collèges étaient concernés par des perturbations, hier, dans le Rhône, la Gironde, la Haute-Garonne, la Haute-Vienne, la Somme, les Hauts-de-Seine et les Yvelines. Une paille au regard des 12,4 millions d'élèves sur le territoire. Mais « il

est certain que la liste va s'allonger, on ne voit pas comment il peut en être autrement », souffle Stéphane Crochet, porte-parole du syndicat enseignant SE-Unsa, à l'unisson de l'ensemble du monde éducatif. Et de prévenir : « La question de la continuité pédagogique risque de devenir très vite centrale. »

Professeurs remplaçants en renfort

A Saint-Priest (Rhône), décision a été prise mardi soir de refermer une classe de l'école élémentaire après qu'un enfant a été testé positif. L'écolier avait passé le test lundi, mais ses parents, visiblement certains que le résultat serait négatif, avaient quand même décidé de l'envoyer en classe le jour de la rentrée, nous précise la mairie.

Du coup, ses 23 camarades ont été « fortement invités » à se faire tester à leur tour, et aucun ne pourra retourner en classe avant quatorze jours, par précaution. « C'est ce que prévoit le protocole, les enfants ne réagissent pas tous de la même manière en cas d'infection, et il peut y avoir un décalage dans le temps avec l'apparition des symptômes », indique-t-on à la mairie. Pour l'heure, le reste de l'établissement reste ouvert. A Saint-Denis-aux-Monts (Rhône), c'est toute une école qui est à l'arrêt à la suite de la détection d'un cas dans l'équipe ensei-

gnante, intégralement en quarantaine. A Chaville (Hauts-de-Seine), la rentrée a été retardée dans une école maternelle à cause de l'infection de la gardienne. Rentrée décalée également par prudence pour les 280 collégiens de l'institution Notre-Dame, à Bordeaux (Gironde), ainsi que dans deux collèges de Volx et Forcalquier.

Dans d'autres établissements, ce sont des cas extérieurs à l'enceinte scolaire qui ont poussé les autorités à la prudence. A Bazège (Haute-Garonne) par exemple, plusieurs enfants ayant fréquenté la même base de loisirs ont été invités à prolonger un peu les vacances, après la découverte d'un cas chez un bambin. Même cas de figure au collège Rosa Parks d'Amiens pour 25 jeunes participants à l'école ouverte, la semaine dernière.

A Trappes (Yvelines) et au Vigen (Haute-Vienne), l'Éducation nationale a dû remplacer au pied levé l'ensemble de l'équipe enseignante, en raison de suspicions de contamination. « On s'est tout de suite mis en relation avec le rectorat qui a trouvé des professeurs remplaçants », confie le maire du Vigen, Jean-Luc Bonnet. « En début d'année scolaire, tous les enseignants ne sont pas encore nommés devant des classes, il y a du monde disponible mais très vite, la ressource

humaine va s'épuiser », relate Guislaine David, porte-parole du principal syndicat des enseignants du primaire, le Snuipp-FSU. Et combien d'écoliers de se retrouver sans maîtresse ?

Au ministère, aucun décompte du nombre d'écoles concernées par les cas de Covid n'a encore été établi. Il pourrait arriver « en fin de semaine », indiquait hier la Rue de Grenelle. En Allemagne, plus de 500 établissements ont recensé au moins un cas positif quelques semaines après la rentrée. ■

de façon collégiale, entre l'autorité de santé régionale, le préfet, le recteur d'académie et la collectivité locale de rattachement », souligne le ministre. Concrètement, une fois prévenue, l'ARS mène son enquête épidémiologique et confie les résultats aux autorités, qui peuvent décider d'une fermeture de classe ou d'école.

Protocole adapté

« C'est bien d'avoir adapté le protocole et ne pas avoir une règle stricte car le virus ne circule pas de la même manière partout », approuve Loïc Breilloux, directeur d'une école au Vigen (Haute-Vienne), où une collègue est positive depuis dimanche. Dans l'attente du résultat de son propre test, passé hier, il note quelques couacs de communication. « J'ai eu autant de réponses différentes que d'interlocuteurs quand j'ai voulu savoir quand je pouvais reprendre », raconte ce professeur de CM 2.

Grâce à l'arrivée de remplaçants, la « rentrée s'est globalement plutôt bien passée (mardi) », assure de son côté le maire du Vigen, Jean-Luc Bonnet. Mais pour combien de temps ? s'inquiète Loïc Breilloux. « Tout est fait pour éviter les fermetures d'écoles, donc il y a des remplaçants. En début d'année, il est facile de les trouver, mais en octobre, novembre, décembre, ça va être plus compliqué. »

AURÉLIE SIPOS AVEC N.B.E.

LA QUESTION

Pourquoi certaines écoles restent ouvertes ?

Malgré des suspicions autour d'un professeur ou d'un élève, certaines écoles restent ouvertes. Pourquoi ? Publié le 28 août, le protocole sanitaire invite à « réagir sans délai » : traçage des contacts, tests, mesure d'isolement, voire fermeture partielle ou totale d'une école ou d'un établissement. Mais il précise : « de manière proportionnée en cas d'apparition de cas confirmés de Covid-19 parmi les élèves et les personnels ». « Ce sont des décisions qui sont prises



La question de la continuité pédagogique risque de devenir très vite centrale
STÉPHANE CROCHET, PORTE-PAROLE DU SYNDICAT ENSEIGNANT SE-UNSA

► 3 septembre 2020 - N°23641



Protocole sanitaire oblige, plusieurs établissements ont dû fermer leurs portes aux quatre coins de la France, perturbant ainsi la rentrée scolaire de centaines d'élèves.